

**DECISION N°2022-L0515/ARCOP/ORD**

sur recours de SOBCI Sarl contre les résultats provisoires de la demande de prix n°55/2022 pour la fourniture de transformateurs de puissance de type H59 33 kV/B2 400 kVA.

**L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS  
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

- Vu** *la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public, ensemble ses modificatifs ;*
- Vu** *le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;*
- Sur** *recours par lettre en date du 04 octobre 2022 de SOBCI Sarl contre les résultats provisoires de la demande de prix ci-dessus citée ;*

présidé par Madame Pascaline SANOU, membre de l'Organe de règlement des différends (ORD) ;

en présence de :

- Madame C. Bila NADEMBEGA/ZOUNGRANA, membre de l'ORD ;
- Monsieur Soumaïla SORGHO, membre de l'ORD ;
- Monsieur A. Dramane SAKANDE, assurant le secrétariat de l'ORD ;

et en présence des représentants des parties :

- au titre du requérant, Monsieur P. Jonas KABRE, représentant SOBCI Sarl ;
- au titre de l'autorité contractante, Madame Stéphanie COMPAORE et Messieurs Samba TRAORE, Hamado BANGAGNE, représentant la SONABEL ;
- au titre de l'attributaire provisoire, Madame Clémentine SOME et Monsieur Hamado BONKOUNGOU, représentant SOGETEL ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après ;

**EN LA FORME :**

**sur la compétence,**

considérant que la demande de prix sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes de l'article 24 du décret n°2017-0050 ci-dessus visé, l'ORD est compétent en matière de litige dans la phase de passation de la commande publique ;

considérant que le recours concerne la contestation des résultats provisoires de la demande de prix n°55/2022 pour la fourniture de transformateurs de puissance de type H59 33 kV/B2 400 kVA ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

**sur la recevabilité,**

considérant qu'aux termes de l'article 26 de la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique susvisée « Les délais de passation, de contrôle et de règlement de différends relatifs aux commandes publiques sont fixés comme suit:

- (...);
- pour le recours des candidats et soumissionnaires auprès de l'autorité contractante ou devant l'instance de recours non juridictionnel, selon qu'ils exercent un recours préalable devant l'autorité contractante qui est facultatif ou un recours, directement devant l'instance de recours non juridictionnel: deux jours ouvrables à compter du lendemain de la publication de l'avis d'appel à concurrence ou des résultats des travaux de la commission d'attribution des marchés ou de la réception de la lettre d'invitation selon le cas ;

En cas d'exercice de recours préalable devant l'autorité contractante, celle-ci répond aux candidats ou soumissionnaires requérants dans les deux jours ouvrables à compter de sa saisine ;

Lorsque la réponse de l'autorité contractante est insatisfaisante ou lorsqu'elle ne répond pas dans le délai qui lui est imparti, les candidats ou soumissionnaires disposent de deux jours ouvrables à compter de l'échéance du délai imparti à l'autorité contractante, pour saisir l'instance de recours non juridictionnel ;

considérant que les résultats provisoires de la demande de prix ci-dessus citée ont été publiés dans le quotidien des marchés publics n°3456 du vendredi 30 septembre 2022, et que le délai de recours auprès de l'autorité contractante ou de l'ORD courait jusqu'au mardi 04 octobre 2022; que SOBCI Sarl a saisi l'ORD par lettre en date du mardi 04 octobre 2022 que par ailleurs, le recours est conforme aux autres conditions de recevabilité prévues à l'article 28 du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1<sup>er</sup> février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

que dès lors, il convient de le déclarer recevable ;

## **AU FOND :**

### **sur les faits;**

la société nationale d'électricité du Burkina a lancé la demande de prix n°55/2022 pour la fourniture de transformateurs de puissance de type H59 33 kV/B2 400 kVA ;

la Commission d'attribution des marchés (CAM) a déclaré l'offre de SOBCI Sarl non conforme au motif que l'étendue de réglage de la tension coté HTA à vide de + ou - 2,5% donnée dans le prospectus du fabricant est différente de l'étendue de réglage de la tension coté HTA à vide de 2 + ou - 2,5% demandée dans le dossier de demande de prix ;

le requérant conteste cette décision de la CAM et fait valoir que son offre a été déclarée non conforme sur le fondement des caractéristiques générales relevées dans le catalogue du fabricant et non sur les valeurs garantie par celui-ci ; que la CAM a porté son analyse sur des généralités de conception plutôt que sur les spécifications essentielles ;

il sollicite donc de l'ORD un réexamen des résultats provisoires afin de le rétablir dans ses droits ;

### **sur la discussion ;**

considérant que le dossier de demande de prix a requis un transformateur de tension coté HTA à vide de 2 + ou - 2,5% ;

considérant que le requérant a réaffirmé son argumentaire ci-dessus développé ;

considérant que la CAM a noté qu'il y a des contradictions entre les spécifications techniques proposées par le soumissionnaire et les documents du fabricant ;

considérant que l'attributaire provisoire n'a pas fait d'observations particulières ;

considérant que l'ORD, après avoir entendu les parties et effectué les vérifications utiles, a relevé qu'il existe des contradictions entre ses spécifications techniques proposées par le requérant et le catalogue du fabricant fourni ;

que ces contradictions dépeignent sur la conformité de l'offre du requérant en ce qui concerne la tension requise ; que les spécifications techniques doivent être signées par le soumissionnaire et non par le fabricant qui n'est engagé que par ses prospectus et catalogues ; que c'est donc à bon droit que la CAM a rejeté l'offre ;

qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu de dire que la plainte du requérant n'est pas fondée et de confirmer les résultats provisoires ;

par ces motifs ;

**DECIDE :**

- **qu'il est compétent ;**
- **que le recours de SOBCI Sarl est recevable ;**
- **que la demande de prix sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;**
- **que la plainte de SOBCI Sarl n'est pas fondée, la contradiction entre ses spécifications techniques proposées et le catalogue fourni est avérée ;**
- **de confirmer les résultats provisoires de la demande de prix n°55/2022 pour la fourniture de transformateurs de puissance de type H59 33 kV/B2 400 kVA;**
- **que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée où besoin sera.**

Ouagadougou, le 06 octobre 2022

La Présidente de séance

**Pascaline SANOU**

*Chevalier de l'ordre du mérite de la santé  
et de l'action sociale avec agrafe santé*